

La Cour internationale de Justice

La Cour internationale de Justice (CIJ) représente « l'organe judiciaire principal » des Nations-Unies (art.92 de la Charte) ; tous les Etats Membres des Nations-Unies sont parties au statut. La CIJ succède à la CPII à La Haye depuis 1946 et a repris à son compte la jurisprudence de cette dernière. Malgré des avancées considérables en droit international, la CIJ fait l'objet de critiques récurrentes qui induisent une réflexion sur son destin à long terme, lié à l'évolution de la justice internationale.

1- Une Institution originale aux succès considérables.

1.1- La CIJ remplit une fonction irremplaçable de règlement juridique des différends.

- Composition et statut : composée de quinze juges élus pour neuf ans par la majorité de l'Assemblée Générale et du Conseil de sécurité, la Cour fait partie intégrante de la Charte. Renouvelés par tiers tous les trois ans et non rééligibles, ces juges doivent remplir des critères de qualité morale et bénéficient d'un statut protecteur : indépendance, inamovibilité, privilèges, immunités diplomatiques mais ne peuvent en contrepartie exercer aucune fonction politique, administrative ou professionnelle ; il ne peut y avoir plus d'un juge d'un même Etat.
- Attributions : à la différence de la CPI qui est compétente pour juger les individus, la CIJ ne peut connaître que des différends opposant les Etats. Aux termes de l'article 38 du statut de la CIJ, celle-ci a pour mission « de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis » ; siégeant à La Haye, la Cour a deux fonctions : une fonction contentieuse à la demande des Etats, une fonction consultative à la demande des organes du système des Nations-Unies.

1.2. La CIJ a permis des avancées considérables en droit international.

- Par sa fonction contentieuse ; la Cour ne peut être saisie que par des Etats d'où le principe du consentement des Etats. La Cour peut être saisie à la suite d'un compromis, d'une clause de juridiction ou accepter par avance la clause facultative de juridiction obligatoire définie à l'article 36-2 du statut de la CIJ. Obligatoire, l'arrêt de la Cour est définitif. Le bilan de l'activité de la Cour est appréciable ; il a permis de réaffirmer le principe de non-ingérence (CIJ, activités militaires et paramilitaires au Nicaragua, 1986), (Déroit de Corfou, 1949), l'équité (Plateau continental de la Mer du Nord, 1969), la coutume (CIJ, plateau continental Tunisie-Libye, 1982).
- Par sa fonction consultative, qui résulte de l'article 96 de la Charte des Nations-Unies ; le Conseil de Sécurité, l'AGNU peuvent demander à la Cour des avis consultatifs qui, s'il ne sont pas contraignants, s'attachent à la définition du droit international et sont suivis d'effets (contributions au maintien de la paix, 1962) ; la Cour a joué un rôle considérable dans les affaires de délimitation de frontières terrestres et maritimes (statut du Sahara Occidental, 1975), (Burkina-mali, 1986) réaffirmant la règle « uti possidetis ».

2- Une Institution toutefois critiquée, un avenir lié à l'évolution de la justice internationale.

2.1. La CIJ est liée par les limites du droit international.

- L'exécution des arrêts est tributaire de la volonté des Etats : dans l'affaire des otages américains en Iran (CIJ, 24 mai 1980, Personnel diplomatique et consulaire des USA à Téhéran), l'arrêt de la Cour n'a pas été exécuté par l'Iran, une médiation de l'Algérie étant nécessaire pour régler le différend (accords d'Alger de 1981). Le Conseil de Sécurité est saisi lorsque un Etat refuse d'exécuter un arrêt de la Cour (art. 94 de la Charte).
- La critique relative au dépassement du délai raisonnable (en dépit de l'importance croissante des affaires contentieuses) s'avère peu fondée puisque les parties sont

souvent elles-mêmes à l'origine de cette situation (demandes de longs délais pour la présentation des mémoires).

- La clause facultative de juridiction obligatoire a une portée restreinte : moins d'un tiers d'un membres des Nations-Unies y ont souscrit et sa mise en œuvre suscite des difficultés d'interprétation conduisant à affaiblir la clause (CIJ, affaire Espagne/Canada, 1998).

2.2. Les défis sont nombreux.

- Une prolifération des juridictions judiciaires internationales : sur le plan régional , puis universel (CEDH, OMC, TPIY, TPIR, ...), évolution qui s'inscrit dans un contexte de transformations plus profondes des rapports internationaux. Les chevauchements juridictionnels peuvent augmenter les risques de contrariété de jugements puisque deux tribunaux peuvent interpréter différemment une même règle de droit (TPIY, 15/7/1999, Procureur c. Dusko Tadić) et nuire à l'unité du droit international.
- Il conviendrait donc de ne créer de nouvelles juridictions qu'en cas d'absolue nécessité. Les juges pourraient en amont évaluer les sources de conflit juridique et maintenir des contacts appropriés avec leurs collègues.
- Il serait judicieux, selon Gilbert Guillaume, Président de la CIJ, d'encourager les juges internationaux à poser , le cas échéant, des questions préjudicielles à la Cour, en vertu de la procédure des avis consultatifs prévue par l'article 96 de la Charte (demandes d'avis transmises à la Cour par l'intermédiaire de l'AGNU ou du Conseil de sécurité) ; cette procédure serait analogue au processus qui permet aux juges nationaux d'interroger la CJCE sur l'interprétation à donner du droit communautaire (art. 234, Traité de Rome).

Conclusion :

Malgré des réussites notables, l'avenir de la CIJ est lié à l'évolution de la justice internationale. En revanche , on ne peut attendre du juge international la possibilité de résoudre tous les conflits en jouant un rôle analogue à celui du juge interne.

Le juge ne peut être le seul garant de la paix, mais il peut jouer un rôle décisif dans la prévention et la résolution de certains conflits .

Bibliographie :

- *La CIJ à l'aube du 21ème siècle ; le regard d'un juge*, par G. Guillaume, A.Pedone.
- *DIP, mémentos*, D.Ruzié, Dalloz.
- *Le jeu du droit et de la puissance*, M.Lefebvre, Puf.
- *Charte des Nations-Unies*, 26 Juin 1945.
- *Leçons de droit international public*, M.P.de Brichambaut, Presses de Sciences Po/Dalloz.